

## CONSOMMATION MÉDICALE ET TRAVAIL FÉMININ

par

Andrée et Arié MIZRAHI (1)

Les femmes au foyer ont une consommation médicale supérieure de près d'un tiers à celle des femmes exerçant une activité professionnelle (2). Ce résultat global ressort de l'analyse d'un échantillon représentatif de 8 756 femmes âgées de 16 ans ou plus. Ce constat surprend au premier abord, d'autant plus que les études sur les « budgets-temps » des femmes démontrent que celles d'entre elles qui exercent une activité professionnelle disposent d'un nombre d'heures hebdomadaire de « récupération » (sommeil notamment) très nettement inférieur à celui des femmes au foyer.

Existe-t-il une raison objective à une telle différence dans le recours aux soins médicaux? La nature de l'activité non domestique exercée influence-t-elle la consommation médicale des femmes?

A la première question, l'analyse des dépenses selon les variables démographiques et l'activité de la femme donne des éléments de réponse. A la seconde, une comparaison entre niveau de dépenses médicales et type d'activité exercé semble montrer que les différences constatées sont les mêmes pour les femmes que pour les hommes.

### I. — L'EFFET DES VARIABLES DÉMOGRAPHIQUES

Avant d'examiner l'effet des trois variables sur les dépenses médicales étroitement corrélées que sont l'âge, le statut matrimonial et le nombre de maternités, il convient d'indiquer que le taux d'activité varie avec l'âge (3) et le nombre d'enfants (4).

---

(1) Directeurs de Recherche à la Division d'Économie Médicale du C.R.E.D.O.C. Cet article a été rédigé en collaboration avec J. NIAUDET.

(2) L'activité professionnelle est entendue ici au sens large du terme puisque, outre les femmes exerçant une activité au sens des nomenclatures de l'I.N.S.E.E., on a inclus les aides familiales, les étudiantes et les chômeuses.

(3) Le taux d'activité, pour l'ensemble des femmes en 1970, est de 49 %; il est de 94 % pour les femmes de 16 à 19 ans, de 70 % pour celles de 20 à 29 ans, de 45 % pour celles de 30 à 39 ans, de 47 % pour celles de 40 à 49 ans, de 43 % pour celles de 50 à 59 ans et de 22 % pour celles de 60 à 69 ans.

(4) 205 femmes de l'échantillon vivent dans des ménages avec trois enfants et plus et ont une activité professionnelle.

TABLEAU I

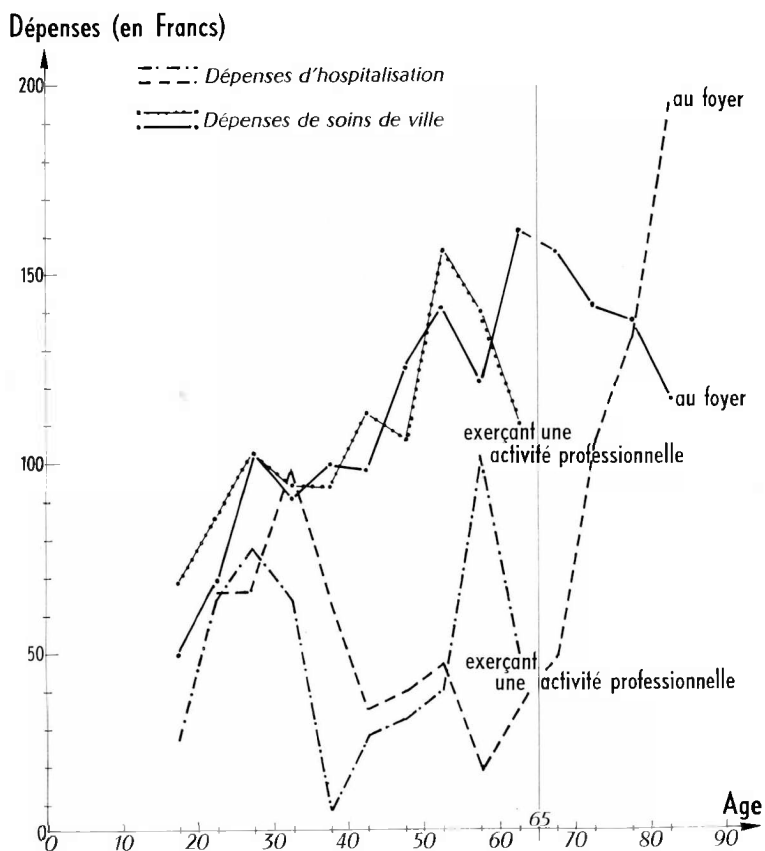
Dépenses médicales <sup>(1)</sup> des femmes selon l'état matrimonial, l'activité et l'âge  
(l'effectif est indiqué entre parenthèses)

Age	Mariées			Non mariées		
	Travaillant	Ne travaillant pas	Ensemble	Travaillant	Ne travaillant pas	Ensemble
16 à 19.....	- (17)	- (14)	- (31)	92,75 (708)	224,71 (32)	98,46 (740)
20 à 29.....	207,02 (491)	165,54 (407)	188,22 (898)	99,82 (518)	121,30 (31)	101,03 (549)
30 à 39.....	120,12 (543)	169,08 (796)	149,23 (1 339)	93,39 (125)	356,88 (23)	140,08 (148) <sup>(2)</sup>
40 à 49.....	137,13 (569)	145,29 (826)	141,97 (1 395)	111,89 (186)	131,91 (33)	114,77 (219)
50 à 59.....	192,57 (291)	138,71 (542)	157,53 (833)	187,82 (181)	223,02 (86)	199,16 (267)
60 à 69.....	210,72 (124)	221,83 (617)	219,97 (741)	193,41 (138)	158,61 (336)	168,74 (474)
70 à 79.....	- (18)	253,14 (280)	249,70 (298)	- (31)	270,30 (459)	259,90 (489)
80 et plus.....	- -	- (42)	- (42)	- (5)	241,39 (284)	239,29 (288)
Ensemble.....	162,11 (2 058)	174,30 (3 524)	169,81 (5 577)	120,28 (1 893)	224,77 (1 284)	162,54 (3 175)

(1) En 12 semaines, en francs 1970.

(2) Il n'a pas été tenu compte d'une personne dont la forte consommation médicale double à elle seule la moyenne de cette classe.

## Dépenses de soins de ville et dépenses hospitalières des femmes selon qu'elles travaillent ou non



Le graphique ci-dessus retrace les dépenses de soins de ville et d'hospitalisation des femmes actives et des femmes au foyer, selon l'âge. Globalement, comme on le sait par ailleurs, la dépense médicale augmente avec l'âge, mais pour les femmes, on remarque deux « pointes », la première correspond aux maternités, la seconde aux troubles de la ménopause. La faiblesse des effectifs dans certaines tranches d'âge peut expliquer les quelques accidents qu'on observe dans le tracé des courbes; cependant, elle n'en altère pas l'allure générale.

En ce qui concerne les soins de ville, on n'observe pas de différence très nette entre les dépenses des femmes au foyer et celles des femmes qui travaillent jusque vers la quarantaine; elles augmentent ensuite assez régulièrement.

On constate par contre des différences notables pour les dépenses d'hospitalisation selon que la femme travaille ou non. Tout d'abord, on remarque un décalage d'environ 5 ans à l'âge des maternités : le maximum est atteint vers 28 ans pour les femmes actives et vers 33 ans pour les femmes au foyer, le minimum vers 37 ans pour les premières et vers 42 ans pour les secondes. Ce décalage provient du fait que les femmes actives ont moins d'enfants que les femmes au foyer. On trouve une confirmation dans les données d'une enquête de l'I.N.S.E.E. sur les familles en 1975.

**Nombre final d'enfants**  
(selon l'activité de la femme)

Inactives.....	2,94
Actives agricoles.....	2,90
Autres actives non salariées.....	2,01
Cadres (secteur privé).....	1,80
Cadres (secteur public).....	1,87
Employées (secteur privé).....	1,83
Employées (secteur public).....	1,86
Ouvrières.....	2,14
Autres salariées.....	2,25

*Sources : G. DESPLANQUES et J. C. DEVILLE,  
Fécondité et milieu social, Économie et Statistique,  
n° 3, mai 1979.*

TABLEAU II

**La consommation médicale des femmes**

(en fonction de l'état matrimonial, l'activité et la taille du ménage)

Taille du ménage	Mariées						Non mariées		
	Travaillant			Au foyer			Travaillant		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1 personne.....			(7)			(2)	0,99	1,35	(311)
2 personnes.....	1,11	1,44	(599)	1,08	1,59	(1 000)	0,89	1,14	(250)
3 personnes.....	1,00	1,17	(642)	0,95	1,18	(651)	0,94	0,96	(322)
4 personnes.....	1,17	1,27	(434)	0,90	1,07	(753)	0,72	0,66	(335)
5 personnes.....	0,74	0,78	(195)	1,09	1,27	(501)	0,78	0,70	(257)
6 personnes.....	1,29	1,34	(98)	1,15	1,38	(296)	0,80	0,71	(156)
7 personnes et plus.....	0,36	0,92	(78)	1,04	1,30	(311)	0,80	0,68	(150)
Ensemble.....	1,04	1,21	(2 053)	1,03	1,30	(3 524)	0,86	0,90	(1 893)

(1) Indice redressé selon l'âge. (2) Indice par rapport à la consommation moyenne des 23 197 personnes enquêtées. (3) Effectifs.

Par ailleurs, on observe une dépense significativement plus élevée pour les femmes au foyer jusqu'à la cinquantaine. On ne peut manquer de remarquer qu'entre 50 et 60 ans, les femmes actives (1) ont une consommation médicale supérieure à celle des femmes au foyer, que ce soit en soins de ville ou en hospitalisation. Peut-on en conclure que le fait d'exercer une activité professionnelle, doublée d'une activité de ménagère, a un effet d'« usure » rendant les femmes qui travaillent plus vulnérables à la maladie après la cinquantaine? Le fait que les femmes mariées dépensent 20 % de plus que les femmes non mariées, quel que soit le nombre de personnes du ménage, et que parmi les femmes qui travaillent, celles qui sont mariées ont une consommation médicale supérieure dans toutes les tranches d'âge à celle des femmes seules, est une indication à répondre affirmativement à cette question.

## II. — CONSOMMATION MÉDICALE ET TYPE D'ACTIVITÉ EXERCÉ PAR LES FEMMES MARIÉES

Le taux d'activité des femmes varie en fonction de la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage (comme le montre le tableau III); c'est un bon indicateur de l'appartenance des femmes aux différents groupes sociaux, étant donné l'endogamie de la société française. On sait, en effet, qu'à l'intérieur des ménages, la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage est aussi, dans la majorité des cas, celle de son conjoint, à l'exception des groupes ouvriers-employés (les épouses exercent souvent une activité d'employées). L'analyse par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage permet, en outre, une comparaison cohérente entre les dépenses des femmes qui travaillent et celles des femmes au foyer. On remarque que, pour l'ensemble des femmes de 16 ans et plus, les dépenses des femmes au foyer sont supérieures à celles des femmes qui travaillent, à l'exception des femmes dont le chef de ménage est personnel de service ou employé. Si on examine les dépenses médicales des femmes de 21 à 64 ans, on trouve trois groupes de femmes actives ayant des dépenses supérieures à celles des femmes au foyer : les femmes dont le mari est ouvrier, celles dont le mari est employé et celles dont le mari est personnel de service.

Si la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage définie par un seul chiffre donne une image du groupe social auquel appartiennent les femmes, l'activité professionnelle qu'elles exercent n'est connue que par une analyse à un niveau de détail plus fin. Le tableau IV a été établi dans un souci de précision pour toutes les catégories dont les effectifs étaient suffisants. Étant donné le fort effet du statut matrimonial sur le montant des dépenses des femmes, effet mis en évidence dans la première partie de cette note, on a distingué, parmi les femmes actives, celles qui étaient mariées et celles qui ne l'étaient pas.

Si on classe les femmes actives par ordre croissant de leur dépense médicale, on obtient le classement suivant : petites commerçantes et employées de commerce, indépendantes, femmes de ménage, exploitantes agricoles, personnels de service, cadres supérieurs et professions libérales, cadres moyens, ouvrières, employées de bureau. On voit que cinq groupes ont une consommation inférieure à la consommation moyenne de la totalité des enquêtées. Ces cinq groupes sont composés de femmes ayant un statut professionnel « indépendant »; autrement dit, une interruption de leur activité a des conséquences directes sur leur chiffre d'affaires et peut se traduire par une perte de la clientèle dont dépend leur niveau de revenu. Tout se passe comme si elles ne pouvaient pas « se payer le luxe d'être malades ».

---

(1) L'enquête sur la consommation médicale date de 1970; la loi sur la retraite anticipée (sans abattement) date de 1975.

TABLEAU III

Taux d'activité et dépense médicale <sup>(1)</sup> des femmes  
(Selon l'âge et la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage)

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	Nombre de femmes de 21 à 64 ans effectif	Taux d'activité	Dépense médicale et effectif						Ensemble des femmes de 16 ans et plus	
			21 à 39 ans		40 à 64 ans		21 à 64 ans		Au foyer	Tra-vaillent
			Au foyer	Tra-vaillent	Au foyer	Tra-vaillent	Au foyer	Tra-vaillent		
Exploitants agricoles . . . . .	573	64,05	93,36 72	78,70 134	88,40 134	141,85 233	90,07 206	118,79 367	133,07 303	109,38 487
Salariés agricoles . . . . .	130	27,69	107,16 42	84,93 15	65,74 52	115,97 21	82,25 94	103,04 36	109,90 109	93,39 59
Indépendants . . . . .	595	56,38	198,73 106	83,56 150	134,36 154	119,55 185	160,60 260	103,44 335	163,04 307	99,26 449
Cadres supérieurs et profes- sions libérales . . . . .	397	45,34	324,75 85	111,05 116	170,03 132	261,98 64	230,63 217	164,71 180	283,59 252	143,66 247
Cadres moyens . . . . .	639	60,31	187,74 126	154,73 247	165,85 128	167,21 139	176,71 254	159,64 385	185,24 293	149,22 450
Employés . . . . .	519	63,53	78,38 97	200,63 187	183,84 93	207,49 142	129,76 190	203,59 329	120,78 221	191,93 404
Ouvriers . . . . .	2 000	41,96	166,79 604	188,64 488	154,13 558	145,19 350	160,71 1 162	170,49 838	178,57 1 277	147,84 1 170
Personnels de service . . . . .	190	72,63	112,96 20	163,41 43	155,66 32	182,42 95	139,24 52	176,50 138	159,00 61	199,78 180
Armée, police, clergé . . . . .	157	38,61	139,38 47	174,71 45	166,63 50	376,10 15	153,43 97	225,06 60	299,93 111	163,37 95
Inactifs . . . . .	943	32,24	257,37 47	112,74 133	182,11 592	168,31 171	187,65 639	144,00 304	210,05 1 876	129,16 219
Total . . . . .	6 143	49,24	170,79 1 246	150,78 1 558	157,84 1 925	162,29 1 415	162,93 3 171	156,26 2 972	187,72 4 810	141,99 3 946

(1) En 12 semaines, en francs 1970.

TABLEAU IV

## La consommation médicale des femmes actives

(en fonction de l'état matrimonial et de la catégorie socio-professionnelle individuelle)

Catégorie socio-professionnelle individuelle	Effectifs			Indice redressé en fonction de l'âge			Indice par rapport à la consommation moyenne des 23 197 personnes enquêtées		
	Mariées	Non mariées	Ensemble	Mariées	Non mariées	Ensemble	Mariées	Non mariées	Ensemble
Exploitantes agricoles.....	313	89	402	0,78	0,68	0,74	0,90	0,90	0,90
Indépendantes.....	249	82	331	0,80	0,62	0,75	0,93	0,83	0,90
dont : petites commerçantes.....	210	67	277	0,69	0,61	0,62	0,78	0,67	0,76
Cadres supérieurs et professions libérales.	56	36	92	0,71	0,92	0,81	0,79	1,18	0,94
Cadres moyens.....	241	186	427	1,13	0,86	1,03	1,36	0,97	1,19
dont : institutrices.....	104	63	167	1,18	0,74	0,95	1,36	0,63	1,09
cadres administratifs.....	83	69	152	0,95	0,82	0,84	1,12	0,82	0,98
Employées.....	536	378	914	1,20	0,99	1,11	1,40	1,03	1,25
dont : employées de bureau.....	434	302	736	1,30	1,33	1,21	1,53	1,12	1,36
employées de commerce.....	102	76	178	0,73	0,72	0,68	0,81	0,65	0,75
Ouvrières.....	393	286	679	1,24	0,96	1,13	1,46	1,07	1,29
dont : ouvrières qualifiées.....	124	79	203	1,24	3,19	1,58	1,47	2,23	1,77
ouvrières spécialisées.....	204	149	353	1,28	0,66	0,98	1,49	0,61	1,12
Personnels de service.....	232	223	455	0,86	0,95	0,91	1,00	1,13	1,06
dont : femmes de ménage.....	83	51	134	0,81	0,72	0,73	0,95	0,82	0,90
autres que gens de maison et personnels de service.....	134	119	253	0,92	1,53	1,09	1,03	1,49	1,25
Ensemble des femmes exerçant une activité professionnelle (non compris les étudiantes, y compris les 31 salariées agricoles, armée, clergé, police, non déclarées, etc.).....	2 039	1 306	3 345	1,04	0,91	0,99	1,20	1,02	1,13

Par contre, les femmes cadres moyens, ouvrières et employées de bureau ont une consommation médicale supérieure à la moyenne. Ce sont des femmes salariées, mieux couvertes que les travailleurs indépendants par la législation sociale, tant sur le plan des remboursements des frais médicaux que sur celui des risques de perte de salaire occasionnés par la maladie. On trouve une confirmation de cette observation dans le regroupement suivant :

	Effectifs	Dépenses	Indice
Salariées du secteur public.....	736	181	108
Salariées du secteur privé.....	1 794	156	94
Aides familiales.....	501	121	73
Professions non salariales.....	264	114	68

Parmi les salariées, ce sont les ouvrières qualifiées et les employées de bureau qui ont les dépenses médicales les plus fortes; il s'agit de femmes appartenant à des catégories sociales atteintes d'une morbidité relativement importante : c'est du moins ce qu'on peut déduire des données publiées sur la mortalité différentielle <sup>(1)</sup> (qui ne portent malheureusement que sur les hommes). Ce résultat est confirmé par les études sur l'absentéisme des salariées <sup>(2)</sup> : celui-ci croît lorsque la qualification diminue.

*En conclusion*, le type d'activité exerce une influence sur le montant des dépenses médicales des femmes actives, mais cette influence ne diffère pas de celle qu'on peut observer pour les hommes.

(1) Cf. DESPLANQUES (G.), *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° D 44.

(2) Cf. VLASSENKO (E.), *Collections de l'I.N.S.E.E.*, n° M 51.



# BIBLIOGRAPHIE

COTTA (Alain). — *Réflexions sur la grande transition*, P.U.F., Paris, 1979, 116 p.

Dans sa forme ramassée et, par moment, volontairement elliptique, cet ouvrage constitue, pour l'essentiel, une réflexion sur l'analyse théorique que les économistes ont faite de la croissance selon trois écoles de pensée différentes : néo-classique, marxiste, keynésienne. Cette réflexion n'aurait pas eu lieu sans le « choc » de 1973 et des années suivantes, période autour de laquelle s'ordonnent les développements. Une première partie est ainsi consacrée à l'avant-crise, « temps des certitudes multiples » pour les économistes. La crise est ensuite présentée comme le temps de « la résistance renouvelée des faits ». Enfin, vient maintenant le temps de la reconstruction — encore désordonnée — de la théorie.

La première partie sur la « grande croissance » est extrêmement séduisante car en une vingtaine de pages, elle offre une vue cavalière des conditions de la croissance exceptionnelle observée dans les pays industrialisés entre 1945 et 1973 et de l'analyse que les différents courants de pensée ont donnée de cette croissance. En raison de l'extrême concision du propos, on pourrait chicaner, ici ou là, sur quelques raccourcis par trop audacieux : du côté des faits d'abord, contrairement à ce qui est dit page 21, tous les pays analysés ne rassemblaient pas les conditions idéales de la croissance : la France, c'est bien connu, a dû réaliser cette croissance avec une population active stationnaire qui contrastait avec la population active en forte expansion d'un pays comme la République Fédérale d'Allemagne. Du côté des idées ensuite, on aurait pu s'attendre à voir rappelée l'interprétation que les marxistes donnèrent de la baisse de productivité du capital mise en évidence pour la France, à partir de 1964, par les travaux de l'I.N.S.E.E. (Fresque historique du système industriel). Il n'empêche que, tant du côté des faits que de celui des idées, l'essentiel est dit de façon particulièrement frappante.

La seconde partie, consacrée à la crise et à l'inadéquation des théories existantes est sans doute la plus originale et la plus riche. A. Cotta va d'emblée au cœur des problèmes et se livre à une réévaluation en profondeur des trois grandes relations croissance-inflation, croissance-chômage et enfin inflation-chômage. L'inflation d'abord ne mesure plus, comme jadis, « le degré avec lequel la croissance est forcée » (p. 45) ; elle est plutôt le résultat des luttes auxquelles donne lieu, dans les pays développés, la répartition du fardeau que constitue le transfert à réaliser en faveur de l'O.P.E.P. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que cette inflation de « tensions et de conflits » apparaisse maintenant comme indépendante du rythme de croissance. Si les instruments de l'analyse ne prétendent pas à une grande originalité (le cadre théorique de l'inflation par les comportements a été présenté il y a une bonne vingtaine d'années), l'usage qui en est fait ici paraît particulièrement bien venu et éclairant. Et, indirectement, A. Cotta prend donc parti dans la controverse brûlante sur le rôle de la hausse des prix pétroliers dans l'inflation française des dernières années. L'influence immédiate (mécanique) serait limitée, mais l'influence médiate (retombées des conflits entre groupes nés à l'occasion du partage du « fardeau pétrolier ») serait en revanche prépondérante.

La relation entre croissance et chômage semble, d'autre part, être sans doute plus lâche qu'on ne s'y attendait : pour une même réduction de croissance, certains pays (Japon par exemple) ont augmenté relativement peu leur taux de chômage, alors que d'autres (Pays-Bas par exemple) voyaient le leur multiplié par 3 ou 4. Les raisons de cette dissociation (qui n'est d'ailleurs que relative) entre croissance et chômage doivent être notamment recherchées dans l'acceptation par certains pays d'un ralentissement des progrès de productivité, dans les déplacements de main-d'œuvre nécessités par le redéploiement industriel, dans la quasi-stabilité de la durée du travail, enfin dans des modifications sociologiques importantes, qui, d'une façon ou d'une autre, exercent une influence sur le taux de chômage tel qu'il est mesuré dans nos économies (diffusion du travail des femmes, développement du travail noir).

Jadis, la relation directe entre croissance et inflation, et la relation inverse entre croissance et chômage, induisaient une relation inverse entre inflation et chômage, la fameuse courbe de Phillips. Qu'en est-il aujourd'hui ? Selon A. Cotta, cette relation paraît avoir résisté, contrairement à ce que l'on pourrait croire : grossièrement, les pays où l'augmentation du chômage a été la plus forte après 1973 (par exemple R.F.A.) seraient aussi ceux où la progression de l'inflation a été la plus modérée et inversement (cas de l'Italie par exemple). Cette assertion sera sans doute l'une des moins facilement

admises par le lecteur : pour la France par exemple, on a bien constaté, depuis 1974, une élévation simultanée du taux de chômage et du taux d'inflation, qui paraît en contradiction avec la relation traditionnelle de Phillips. Il y a donc là matière à approfondissement théorique et empirique avant que l'on puisse dire réellement si, toutes choses égales d'ailleurs, la relation inflation-chômage de Phillips est encore pertinente. Mais A. Cotta nous invite fort opportunément ici à ne pas jeter, par légèreté, « le bébé avec l'eau du bain » : il se peut que la fameuse courbe ne soit pas aussi obsolète que certains le disent.

Enfin, indépendamment des trois relations qui viennent d'être évoquées, il reste à rendre compte de la diminution du rythme de croissance des produits intérieurs. L'explication est mieux connue : l'élasticité-revenu des importations des pays de l'O.P.E.P. est insuffisante pour placer les exportations des industrialisés au niveau permettant de payer « l'ardoise pétrolière ». Il a donc fallu réduire le montant des importations des pays industrialisés autres que le pétrole et, partant, la croissance du produit. Cependant, pour éviter des effets cumulatifs à la baisse, les gouvernements, selon une thérapeutique toute keynésienne, sont obligés de soutenir l'activité par des déficits budgétaires parfois importants.

Tout ce diagnostic paraît fort bien venu et il faut accepter les règles du genre : il s'agit d'un essai synthétique et non d'une thèse nourrie de références et de chiffres. A n'en pas douter, les conclusions présentées par A. Cotta sont susceptibles de nourrir des dizaines d'articles économétriques publiés dans les meilleures revues françaises et étrangères. Tout au plus peut-on faire remarquer que les éléments de preuves présentés le sont peut-être de façon un peu rapide : ainsi les chiffres d'accroissement du chômage fournis page 55 pour le Japon et les Pays-Bas ne paraissent pas compatibles avec ceux qui figurent au graphique de la page précédente. Une remarque un peu plus générale consiste à faire observer que les trois types de relations visées par A. Cotta et mentionnées ci-dessus sont le plus souvent envisagées entre les *niveaux* des variables et non entre leurs *variations* : par exemple, relation entre taux d'inflation et taux de croissance du produit, ou bien entre taux de chômage et taux d'inflation. Mais dans ses présentations graphiques et dans ses commentaires, A. Cotta n'utilise que des *variations* calculées sur les moyennes d'avant-crise et d'après-crise. On n'est donc pas sûr que ces dernières relations aient exactement la même signification que les précédentes. Mais cela relève sans doute de l'approfondissement scientifique nécessité par un ouvrage qui a visiblement pour objectif premier d'inciter au dépassement.

Nous avons insisté ici sur l'analyse des faits, mais la présentation des insuffisances de chacune des trois grandes écoles de pensée est également très convaincante, parce qu'elle va toujours à l'essentiel.

La troisième partie constitue une esquisse de la nécessaire reconstruction théorique. Le temps n'est pas mûr pour proposer un nouveau cadre unificateur et l'auteur est sans doute lui-même bien conscient du fait qu'il ne propose que des éléments encore mal reliés. Il n'empêche que les observations et suggestions faites sont le plus souvent fort pertinentes. On retrouve d'abord le double mouvement perceptible déjà depuis plusieurs années : d'un côté extension de la démarche économique à l'analyse d'activités qui jusqu'à présent se situaient en dehors du champ d'application de la science économique : santé, éducation, recherche, information, loisir... On pourrait d'ailleurs ajouter, entre autres : criminalité, divorcialité et même rapports affectifs. De l'autre, nécessité pour la science économique de recourir, pour approfondir ses analyses traditionnelles, à des apports venant d'autres sciences : ainsi A. Cotta, dans les dernières lignes de son ouvrage, appelle-t-il de ses vœux un renouvellement de la théorie du comportement utilisant les résultats de la psychologie expérimentale, voire de la psychanalyse.

On trouvera également d'autre part d'excellentes remarques sur la crise de concepts comme ceux de production, consommation, investissement. On ne peut aussi qu'approuver les orientations données par l'auteur pour conduire une réflexion nouvelle sur le travail : il s'agit avant tout de distinguer les notions d'emploi et de présence, de celle de durée réelle du travail. Sur ce point, A. Cotta est d'ailleurs plus explicite dans un rapport demandé par le Ministère du Travail et de la Participation et publié, au moins partiellement, par ses soins <sup>(1)</sup>.

Enfin, sont bien notés, chemin faisant, l'essoufflement des modèles macroéconomiques et les limites de la formalisation mathématique.

D'où vient alors que cette dernière partie laisse quelque peu insatisfait ? Certes, la traversée, au pas de charge, des grands domaines de la science économique produit déjà une impression analogue à celle que donne un kaléidoscope un peu rapidement manié. Plus profondément, on a le sentiment que cette troisième partie ne se situe pas exactement dans le prolongement des deux autres. La crise de la

---

(1) Quelques interrogations sur le concept de travail, d'emploi et de chômage par A. Cotta, in *Travail et Emploi*, n° 2, septembre 1979.

théorie économique paraît largement antérieure à la « crise » économique de 1973 et certaines orientations qui sont présentées comme nouvelles remontent en fait déjà assez loin en arrière. Pour ne prendre que quelques exemples, l'économie de la santé a déjà en France une ancienneté de quelque vingt années. Dans un autre domaine, les réflexions sur la consommation marchande et non marchande en sont tout de même plus loin que ne le dit l'auteur. Enfin, entre la logique individuelle des choix et l'approche de certains sociologues par groupes ou classes sociales, l'analyse des données (typologie, segmentation) permet déjà une approche plus satisfaisante. Mais en ce qui concerne ce dernier point, il est vrai, comme le souligne A. Cotta (P. 112) que ces nouvelles méthodes « ne sont pas encore utilisées à des constructions générales qui puissent se substituer à la logique de l'équilibre ».

Au total, les correspondances entre cette troisième partie et les deux premières ne sont pas toujours évidentes et quand on ferme l'ouvrage, la « grande transition », au sens où l'on entend couramment ce terme, est un peu oubliée au profit d'une réflexion, fondamentale certes, mais destinée à un plus petit public. A. Cotta nous dirait sûrement qu'il s'agit en fait, pour la science économique, d'une certaine « traversée du désert » et donc, là aussi, d'une grande transition. Mais il eût alors fallu relier davantage ces deux « transitions ». J'exprime ce jugement avec prudence car d'autres lecteurs n'auront peut-être pas la même impression et, au demeurant, on ne peut conclure sans insister sur le caractère très roboratif de ces réflexions qui n'épargnent aucune école de pensée et ouvrent de nombreuses allées au développement de la recherche socio-économique.

André BABEAU

# RÉSUMÉS - ABSTRACTS

des articles contenus dans ce Numéro

LE SYSTÈME D'ENQUÊTES SUR LES ASPIRATIONS DES FRANÇAIS : UNE BRÈVE PRÉSENTATION, par L. LEBART et Y. HOUZEL-VAN EFFENTERRE. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, janvier-mars 1980, pages 3 à 25.

Le C.R.E.D.O.C. met en place, à la demande de différents organismes ou administrations, un système d'enquêtes visant à repérer l'évolution de la perception de leurs conditions de vie par les Français. Ce programme est constitué actuellement par la réalisation à 1 an d'intervalle de trois enquêtes qui doivent permettre de suivre les variations des grandeurs mesurées plus interprétables que leur niveau.

La mise au point de cet instrument suppose que soit résolue l'articulation entre les contraintes des demandes des organismes cofinanceurs et la nécessaire cohérence globale. Les hypothèses générales qui sous-tendent le projet sont explicitées et la méthodologie de l'enquête précisée. De nombreux problèmes de validation constituent l'un des axes de l'étude. On indique quelques résultats, obtenus lors de la première phase 1978-1979, relatifs à certaines des questions posées par les diverses institutions participantes (perception du cadre de vie, de la politique familiale ou des inégalités de revenus, par exemple).

LA SPÉCIALISATION DES RÔLES CONJUGAUX, LES GAINS DU MARIAGE ET LA PERSPECTIVE DU DIVORCE, par B. LEMENNICIER. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, janvier-mars 1980, pages 27 à 71.

L'économie se définit par sa méthode et son champ. Depuis quelques années, ce dernier a éclaté. Le raisonnement économique, lorsqu'il est contrôlé par des tests statistiques, peut éclairer un grand nombre de faits traditionnellement

THE SYSTEM OF SURVEYS ON FRENCH PEOPLE'S ASPIRATIONS: A SHORT OUTLOOK, by L. LEBART and Y. HOUZEL-VAN EFFENTERRE. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, January-March 1980, pages 3 to 25.

C.R.E.D.O.C. is setting up a system of surveys at the demand of various institutions, it is meant to spot out the change of French people's perception of their living conditions. The present project consists in yearly surveys over 3 years; their object is to follow the variations of results rather than their actual level which has less significance.

The cohesion between the constraints of the demands of the different institutions and the consistency of the project have to be resolved to make the tool operative. The main assumptions are exposed and the methodology of the survey summarized. The validation questions are one of the main points of the project. Some data, yielded by the 1978-1979 phase, concern questions asked by the contractors (i. e. perception of the environment, family policies or income inequalities).

THE SPECIALIZATION OF CONJUGAL ROLES, THE GAINS OF MARRIAGE AND THE PROBABILITY OF DIVORCE, by B. LEMENNICIER. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, January-March 1980, pages 27 to 71.

Economics has been defined in terms of both its method and field. Over the last few years, the latter has expanded. Economic reasoning verified by statistical tests can throw light on a number of facts traditionally not dealt with in eco-

ignorés dans les manuels d'économie. Cet article s'inscrit dans ce courant. Deux objectifs ont été visés : d'une part, convaincre les sociologues et les économistes de la puissance des outils d'analyse proposés par la théorie économique lorsqu'ils sont appliqués à la ségrégation des rôles conjugaux; d'autre part, mesurer leur validité empirique, comparativement aux théories avancées par les sociologues de la famille.

La fréquence des querelles entre époux et l'évaluation par l'épouse de sa probabilité de divorcer sont vraisemblablement corrélées, inversement avec les gains du mariage. Or, les gains de la spécialisation ou de la division du travail au sein du couple font partie des gains du mariage. Comme la décision de l'épouse de participer à la force de travail élimine ces gains, tout ce qui peut augmenter l'offre de travail féminin est donc une cause indirecte de l'instabilité conjugale. Nous nous sommes efforcés de montrer dans ce texte que la variable-clé de cette décision est le ratio des productivités entre les époux dans la production marchande et non marchande ou domestique. Les femmes et les hommes, en moyenne, s'attribuent les rôles pour lesquels ils sont comparativement à leur époux(se) les plus productifs et renoncent en partie à ceux pour lesquels ils sont moins productifs. Cette théorie est testée sur des données transversales françaises. Non réfutée, elle s'avère pertinente et confirme ainsi les idées de Blood et Wolfe ou les théories des économistes comme Becker (1976), ou Becker, Landes et Michael (1977).

LES ENSEIGNANTS DES UNIVERSITÉS, par A. MINGAT et J. PERROT. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, janvier-mars 1980, pages 73 à 90.

Cet article offre une description de la dotation des universités françaises en personnels enseignants et met en lumière les disparités entre grandes disciplines et leur évolution (1928-1976) d'une part, les disparités entre les différentes universités pour l'enseignement d'une même discipline d'autre part. Outre les informations quantitatives sur les taux d'encadrement, l'article envisage des mesures plus normatives fondées sur les moyens strictement nécessaires à la préparation des diplômes nationaux dans une discipline particulière : l'économie. La confron-

tion est dans la ligne. The paper is an attempt in that line. The author sets out to achieve two objectives: on the first hand, to convince sociologists and economists that analytical tools developed by economic theory are relevant to the study of the segregation of conjugal roles; on the second hand, to measure their empirical validity compared to the sociological theories of the family.

The frequency of quarrels between husband and wife and the anticipation by the wife of the probability of a divorce are probably inversely correlated with the gain from marriage. Now, the gains from specialization on the sharing of tasks are a part of the gains from marriage. Since the decision of the wife to participate to the labour force eliminates these gains, any increase in the offer of work outside the home for wives is therefore an indirect cause of conjugal instability. The author has attempted to demonstrate that the key-variable is the ratio of wage rates and non market productivities between spouses. Husbands and wives, on the average, take the part in which they are compared to their spouse the most efficient and give up partly the part in which they are less efficient. This theory is tested on french data drawn from a survey. Its performance justifies the assumptions and confirms Blood and Wolfe's intuitions and the economic theories of Becker (1976) or Becker, Landes and Michael (1977).

UNIVERSITY TEACHERS, by A. MINGAT and J. PERROT. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, January-March 1980, pages 73 to 90.

The paper gives a description of the allotment of teaching personnels in french universities, it shows the discrepancies from one great subject matter to another and their change overtime (1928-1976) on the one hand; the discrepancies from one university to another in the teaching of the same subject on the other hand. Besides giving numerical data on the student per teacher rate, the authors outline more normative measures based on the means strictly necessary to tutor students for the different grades in a given matter: economics. Comparing "necessary

tation des moyens « nécessaires » et les dotations réelles observées permettent alors de calculer des indicateurs de dotation relative mesurant l'« aisance pédagogique » des différents établissements, avec comme facteurs explicatifs l'ancienneté et la taille.

ANTICIPATION DE L'IMPÔT ET REDISTRIBUTION, par A. FOULON. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, janvier-mars 1980, pages 91 à 106.

L'abondance de la littérature traitant de l'« incidence » de la fiscalité montre que le sujet fait partie des problèmes fondamentaux de la science économique et des finances publiques, surtout si l'on désire évaluer les effets redistributifs de l'impôt.

A partir de trois exemples schématiques, on peut faire ressortir que, si des comportements d'anticipation par lesquels certains groupes sociaux éludent l'impôt au détriment des autres, les effets redistributifs réels sont sensiblement différents de ceux que les mesures apparentes laissent supposer. De plus, l'interprétation de ces résultats peut conduire à valider la théorie dominante, bien que les concepts et méthodes de celle-ci ne permettent en rien de rendre compte de la réalité.

Les remarques faites sur ces trois situations sommaires conduisent à élargir le débat sur certains aspects importants des anticipations : le concept de revenu primaire dans les études de redistribution, le caractère inopérateur des analyses théoriques et l'impossibilité pratique de conclure actuellement par des recherches empiriques sur l'ampleur et la durée des anticipations fiscales.

En conclusion, il faut souligner que toutes les solutions apportées jusqu'à maintenant à l'« incidence » de l'impôt reposent sur un jeu de conventions dont l'adéquation à la réalité n'est pas assurée, laissant ainsi dans le vague le débat sur « la justice et l'équité » de l'impôt.

means" and actual allotment enables the author to calculate "endowment indicators" measuring the pedagogic case of the different institutions, explanatory factors being age and size.

TAX ANTICIPATION AND REDISTRIBUTION, by A. FOULON. *Consommation, Revue de Socio-économie*, 1-1980, January-March 1980, pages 91 to 106.

The richness of the literature on the taxes' incidence shows that the matter is at the core of both economics and public finance, especially if one wants to estimate the redistributive effects of taxation.

On three schematic examples, the author shows that, assuming anticipation behaviours allows certain social groups to shift taxes on others, the actual redistributive effects differ noticeably from those the obvious measures suggest; besides, the interpretation of these results might lead to validate the dominant theory although its concepts and methods are far from giving an adequate picture of the real economic situation.

The author comments the three situations and widens the debate to important aspects of anticipation: the concept of primary income in studies on redistribution, the inoperativeness of theoretical analysis and the practical impossibility, at this stage, of concluding through empirical studies on the scope and the duration of tax anticipations.

In conclusion, the author underlines that all the answers given to the incidence of taxation up till now rest on a set of conventions that are not undubitably realistic, hence the imprecision of the debate on fiscal "justice and equity".

# les économiquement forts de Dunod

J. TINBERGEN

*3<sup>e</sup> rapport au club de Rome*

**Nord/Sud - du défi au dialogue ?**

D. GABOR, U. COLOMBO

*4<sup>e</sup> rapport au club de Rome*

**Sortir de l'ère du gaspillage**

O. GIARINI, H. LOUBERGÉ

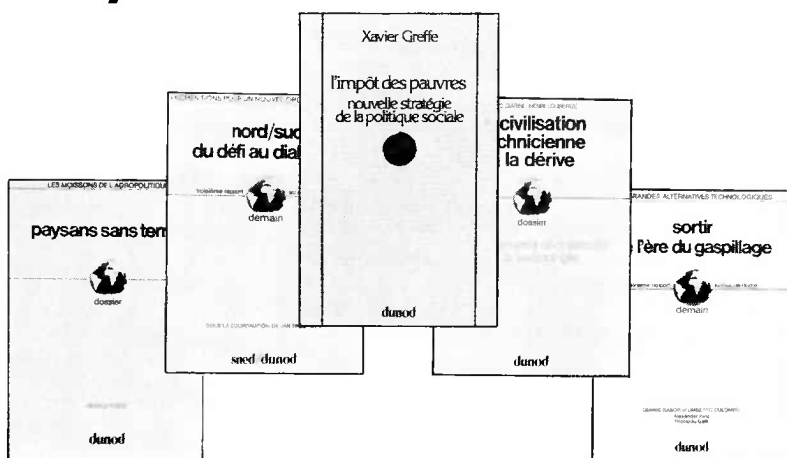
**La civilisation technicienne  
à la dérive**

X. GREFFE

**L'impôt des pauvres**

R. FABRE

**Paysans sans terres**



dunod

**gauthier-villars**

	France F	Foreign FF	Prix au No FF
<b>Nouveau/New</b>			
<input type="checkbox"/> Acta (Ecologica - 3 séries/3 series			
<input type="checkbox"/> Ecologia Generalis. 4 numéros/4 issues	230	280	76
<input type="checkbox"/> Ecologia Applicata. 4 numéros/4 issues	230	280	76
<input type="checkbox"/> Ecologia Plantarum. 4 numéros/4 issues	230	280	76
<input type="checkbox"/> Les 3 séries/The 3 series : 3 x 4 = 12 numéros/12 issues	552	672	
<input type="checkbox"/> Annales Scientifiques de l'École Normale Supérieure. 4 numéros / 4 issues	440	480	130
Annales de l'Institut Henri-Poincaré. 2 séries / 2 series :			
<input type="checkbox"/> Série A. Physique théorique / Theoretical physic. 2 tomes. 8 numéros / 8 issues	420	490	98
<input type="checkbox"/> Série B. Calcul des probabilités et statistique / Probability calculus. 1 tome. 4 numéros / 4 issues	223	260	98
<input type="checkbox"/> Bulletin de la Société Mathématique de France. 4 numéros + 4 suppléments / 4 issues + 4 memoirs *	350	350	
<input type="checkbox"/> Bulletin des Sciences Mathématiques. 4 numéros / 4 issues	365	440	122
Comptes Rendus de l'Académie des Sciences : Hebdomadaire / weekly :			
<input type="checkbox"/> Séries A-B : Sciences mathématiques et physiques / Mathematical and Physical Sciences	1070	1725	} 60
<input type="checkbox"/> Série C : Sciences chimiques / Chemical Sciences	930	1490	
<input type="checkbox"/> Série D : Sciences naturelles, Agriculture / Biology and Environmental Sciences	1025	1710	
<input type="checkbox"/> Les 3 séries A-B, C, D groupées / The 3 series A-B, C, D together	2192	3 715	
<input type="checkbox"/> Journal de Biophysique et Médecine Nucléaire. 5 numéros / 5 issues	310	345	88
<input type="checkbox"/> Journal de Mathématiques Pures et Appliquées. 4 numéros / 4 issues	370	415	135
<input type="checkbox"/> Journal de Mécanique. 4 numéros / 4 issues	400	460	118
<input type="checkbox"/> Journal de Mécanique Appliquée. 4 numéros / 4 issues	240	295	80
<input type="checkbox"/> Journal de Mécanique + Journal de Mécanique Appliquée couplés / Special rate for joint subscription	500	600	
<input type="checkbox"/> Nouveau Journal de Chimie (Le). 11 numéros / 11 issues	570	640	75
<input type="checkbox"/> Oceanologica Acta. 4 numéros / 4 issues	420	460	180
<input type="checkbox"/> Ecologia Plantarum. 4 numéros / 4 issues (voir Acta Ecologica)			
<input type="checkbox"/> Physiologie Végétale. 4 numéros / 4 issues	300	365	100
<input type="checkbox"/> Revue d'Ecologie et de Biologie du Sol. 4 numéros / 4 issues	275	340	105
<input type="checkbox"/> Revue de Chimie Minérale. 6 numéros / 6 issues	405	505	115

**dunod**

<input type="checkbox"/> Cahiers de l'Analyse des Données (Les). 4 numéros / 4 issues	194	238	65
<input type="checkbox"/> Consommation. 4 numéros / 4 issues	147	175	50
<input type="checkbox"/> Matériaux et Constructions (essais et recherches). 6 numéros / 6 issues	278	322	66
<input type="checkbox"/> Radioprotection. 4 numéros / 4 issues	169	212	66
<input type="checkbox"/> RAIRO (Revue Française d'Automatique, d'Informatique et de Recherche Opérationnelle). 5 séries : Automatique - Systems analysis and control/Informatique - Computer Science/Recherche Opérationnelle - Opera- tions research/Analyse Numérique - Numerical Analysis/Informatique théorique - Theoretical Informatics			
20 numéros / 20 issues	626	681	60
<input type="checkbox"/> RAIRO abonnement à une des séries / Subscription to one of the series	207	240	60
<input type="checkbox"/> Revue Générale des Chemins de Fer. 11 numéros / 11 issues	192	234	37

**REVUES EN DIFFUSION / DISTRIBUTED JOURNALS**

<input type="checkbox"/> Annales de Biologie animale, Biochimie, Biophysique : voir Reproduction, Nutrition, Développement			
<input type="checkbox"/> Actualité de la Formation Permanente (Centre INFFO). 6 numéros / 6 issues *	270	340	49
<input type="checkbox"/> L'Informatique Nouvelle. 11 numéros / 11 issues. Uniquement par MM. les libraires / Subscription through booksellers only	370	395	39
<input type="checkbox"/> Reproduction, Nutrition, Développement, nouveau titre de « Annales de biologie animale, biochimie, biophysique » (INRA). 6 numéros / 6 issues	390	450	75
<input type="checkbox"/> Revues du C.N.R.S./C.N.R.S. Journals. Tarif sur demande/Price list on request			

**BULLETIN D'ABONNEMENT** à remettre à votre Libraire / **ORDER FORM** to give to your Bookseller  
ou à / or to C.D.R. - Centrale des Revues B.P. N° 119 - 93104 Montreuil Cedex

Je désire m'abonner aux revues suivantes : / Please enter my subscription to the following journals :

Je joins le montant de ces abonnements, soit F ..... / I enclose payment

Date ..... Signature .....

NOM / Name [.....]

ÉTABLISSEMENT / Organization [.....]

ADRESSE / Address [.....]

VILLE / Town [.....] CODE POSTAL / Zip [.....] PAYS / country [.....]



## CONSOMMATION

### 1978

- N° 1. — Calcul d'un indice des prix de l'hospitalisation à l'Assistance Publique de Paris. — Le concept de capital culturel. — Les problèmes posés par les comparaisons internationales, cas de l'étude de la pharmacie. — Les conditions de logement des travailleurs migrants en Grande-Bretagne.
- N° 2. — La copropriété contre les copropriétaires. Les effets redistributifs des finances publiques dans le secteur des transports. Comparaison de la date de commercialisation des médicaments et de la date de découverte des principes actifs.
- N° 3. — Les effets redistributifs des finances publiques en 1965 et 1970. — La concentration des dépenses de santé : les 10 % plus forts consommateurs. — Les effets redistributifs des finances publiques dans le domaine des transports urbains.
- N° 4. — Épargne et inflation. — Analyse du contenu, codage et analyse des données. — Le coût de la sécurité du consommateur.

### 1979

- N° 1. — L'évolution des coûts hospitaliers, hôpitaux publics 1965-1977. — Aperçus sur les utilisations possibles de la comptabilité en temps de travail. — Note sur la structure des budgets familiaux et des impôts indirects.
- N° 2. — Prospection sur le marché du travail et mobilité géographique. — Durée de vie des biens, rationalité économique et mode de développement. — Le travail féminin. Famille et système productif. — Les effets économiques et financiers de l'évolution démographique.
- N° 3-4. — Les indicateurs sociaux. — Analyse économique de la bureaucratie et gestion des équipements collectifs. — L'analyse qualitative des revenus des familles les plus pauvres. — Transmission, accumulation et immobilité intergénérationnelles des patrimoines. — Famille, fécondité et choix économiques. Une critique des modèles micro-économiques de fécondité. — La réduction de la durée hebdomadaire du travail. Problèmes, moyens, conséquences. — Analyse économique de la grève : problèmes méthodologiques. — Perte d'autonomie et handicaps : application au cas des personnes âgées résidant en institution. — Un outil pour une politique de santé : évaluation des conséquences économiques et sociales de divers états pathologiques. — Le ralentissement de la croissance des dépenses publiques d'éducation dans le monde. — Comportement des bacheliers : modèle de choix de disciplines.

## SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS

La juridicisation des Prud'hommes, une évolution irréversible. Transferts sociaux et protection sociale. Fractionnement et étalement des vacances. Les consommations médicales lyonnaises.

---

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : M<sup>me</sup> E. HATCHUEL

# sommaire

## ÉTUDES

- LUDOVIC LEBART ET YVETTE HOUZEL-VAN EFFENTERRE  
Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français... 3
- BERTRAND LEMENNICIER  
La spécialisation des rôles conjugaux. Les gains du mariage et la perspective du divorce..... 27
- ALAIN MINGAT ET JEAN PERROT  
Les enseignants des universités..... 73
- ALAIN FOULON  
Anticipation de l'impôt et redistribution..... 91

## NOTES ET CHRONIQUES

- ANDRÉE ET ARIE MIZRAHI  
Consommation médicale et travail féminin..... 107

## BIBLIOGRAPHIE

- RÉSUMÉS-ABSTRACTS..... 119

**1980 n°1 • janvier-mars**

**CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE  
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE**